

Déjeuner-causerie  
**Chambre de commerce du Montréal Métropolitain**

**POUR UNE VISION SYNDICALE DU DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL**



**Allocution de M. Henri Massé, président  
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)**

**Le 7 mai 2003**

---

Chers amis,

C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant vous aujourd'hui. Les Chambres de commerce sont toujours des lieux d'échange intéressants. Et je suis heureux qu'on ait enfin demandé au mouvement syndical, en l'occurrence à la FTQ – la plus grande centrale syndicale québécoise – de venir présenter sa vision du développement économique de la ville de Montréal.

## **MONTRÉAL, UNE BELLE VILLE**

Montréal est une belle ville, où il fait bon vivre. Je vous le dis tout de suite : ça me choque toujours quand on compare Montréal à Toronto, ou à des villes américaines, pour faire ressortir – encore et toujours – que nous sommes parmi les plus pauvres. La vérité, c'est que nous sommes loin d'être si pauvres.

Montréal est la deuxième ville canadienne où le prix moyen d'un appartement est le moins élevé. C'est à Toronto que les prix sont les plus élevés. De toutes les grandes métropoles d'Amérique, c'est encore Montréal qui offre le coût de la vie le plus bas. Et c'est sans compter nos nombreux attraits touristiques et culturels. Avec nos quatre universités, nous sommes *la* métropole universitaire canadienne. Nous devançons même Boston, sur ce plan.

Et puis, contrairement à la croyance générale, il y a **moins** de sans-abri à Montréal qu'à Toronto. Il est difficile de recenser les sans-abri, parce que, par définition, ils vont d'un endroit à l'autre. Ils sont sans domicile fixe, sans adresse. Mais la première fois que Statistique Canada a recensé le nombre de personnes habitant dans des abris de fortune, en mai 2001, on a compté 2 570 personnes à Toronto comparativement à 1 785 à Montréal. De ce nombre, Toronto compte 465 enfants de moins de 15 ans, Montréal en compte 85. C'est toujours trop. Juste l'idée que des enfants de moins de 15 ans peuvent vivre dans une telle misère est intolérable. Mais Montréal s'en tire quand même mieux que Toronto.

Montréal a accueilli, au fil des ans, une belle immigration. Si nous avons perdu un grand pourcentage de notre immigration à la faveur d'autres villes canadiennes, ce n'est **pas** parce qu'il fait moins bon vivre à Montréal. Au contraire.

Non, la vraie raison, à mon sens, du départ de nos communautés culturelles immigrantes vers d'autres villes, c'est que nous avons moins d'emplois à leur offrir.

Mais avec un taux de chômage à son plus bas niveau depuis 20 ans, le taux de rétention de notre immigration devrait croître de manière considérable dans les années à venir. Je le souhaite.

## **UNE VILLE SÛRE**

Personnellement, je vis dans le quartier Côte-des-Neiges et j'aime bien aller faire de longues marches avec ma femme ou avec mon petit-fils. Et j'en vois des coins pauvres, dans Côte-des-Neiges et dans Snowdon. Je vois des quartiers pauvres qui côtoient les quartiers riches d'Hampstead, de Côte Saint-Luc, de Westmount.

Et, pourtant, les résidents de Côte Saint-Luc et de Westmount n'ont pas besoin, comme c'est le cas dans les grandes villes américaines, de s'ériger des forteresses de sécurité pour se protéger.

Montréal est une ville où nous pouvons encore nous promener en sécurité. C'est même l'une des métropoles les plus sûres d'Amérique du Nord. Le climat social est bon.

Et cette sécurité, cette qualité de vie, a un prix. Et je pense que ce prix en vaut la peine.

## **LE PRIX À PAYER**

Ce prix, celui dont on se sert tout le temps pour expliquer le niveau de richesse moins élevé au Québec qu'en Ontario, ce sont des impôts plus élevés.

Je ne suis pas contre des baisses d'impôt, loin de là. Mais le genre de société que la FTQ et la grande majorité de la population québécoise souhaitent, c'est une société plus égalitaire, où les démunis sont moins nombreux et moins laissés à eux-mêmes que dans des sociétés plus riches que la nôtre.

Les Québécoises et les Québécois sont prêts à payer davantage pour une justice plus distributive.

En passant, si on y regarde de près, c'est l'impôt des particuliers québécois qui est plus élevé, car celui des sociétés, dans son ensemble, est très compétitif avec les juridictions environnantes.

À la FTQ, là où nous sommes moins à l'aise, c'est quand on nous demande d'appuyer l'élimination de composantes de l'impôt des sociétés, comme la taxe sur le capital, sous prétexte que celle-ci est plus élevée qu'ailleurs.

À cela, nous répondons « d'accord », mais en autant qu'on augmente une autre composante de façon équivalente.

## **NON À LA DÉRÉGLEMENTATION TOUS AZIMUTS**

J'aimerais vous parler maintenant d'un autre mythe de l'économie québécoise, celui qui veut que nous ayons une réglementation très contraignante. Il y a en qui reviennent continuellement avec l'idée que ça prend une déréglementation tous azimuts pour aider nos entreprises à se développer.

Prenons l'exemple de l'industrie du vêtement. Montréal est – depuis longtemps – la ville canadienne où l'industrie du vêtement est la plus importante. Et ce, même avec les décrets de conventions collectives qui établissaient des conditions minimales de salaire et de travail supérieures au reste du Canada.

**Malgré** les décrets, les salaires de l'industrie du vêtement étaient les plus bas du secteur manufacturier québécois. Mais ils n'étaient pas encore assez bas au goût de certains. Ils ont donc demandé que ce secteur cesse d'être protégé. Ils ont convaincu le gouvernement du Québec d'abolir les décrets.

Et maintenant, qu'est-ce que nous retrouvons dans le secteur du vêtement pour dames? Nous retrouvons des travailleuses, dans la très grande majorité des femmes, évidemment. Et 75 % de ces femmes sont immigrantes, peu scolarisées. La plupart du temps, ce travail est leur premier emploi ici. Elles travaillent souvent pour des *jobbers*, dans des sous-sol de maison et elles sont payées à la pièce, à des taux qui sont en bas du salaire minimum.

Le phénomène est tellement répandu que les inspecteurs de la Commission des normes du travail ne suffisent pas à la tâche.

C'est là que ça mène la déréglementation tous azimuts.

Est-ce le Montréal que nous souhaitons? En tous cas, ce n'est pas le Montréal que la FTQ veut bâtir.

Laissons de côté les discours idéologiques et regardons plutôt ce qui se passe dans la vraie vie, sur le terrain. Et, en ce qui concerne la déréglementation, l'exemple de l'industrie du vêtement parle de lui-même.

## **PRODUCTIVITÉ ET CROISSANCE DES PME**

Parlons de productivité, maintenant. Avant et pendant la dernière campagne électorale, des dirigeants d'associations patronales, pour bien appuyer leur idéologie encore une fois, nous répétaient à qui mieux mieux combien notre productivité était faible, comparativement à celles de l'Ontario et des États-Unis.

On parlait d'un écart de plus de 18 % entre la productivité du Québec et celle de l'Ontario, et d'un écart de 35 % entre celles du Québec et des États-Unis. Les éditoriaux du journal *Les Affaires* en ont remis un peu aussi.

Pourtant, l'économiste réputé Pierre Fortin a rendu publics les résultats d'une étude en décembre dernier. Il y démontre clairement que le Québec est, globalement, **aussi productif que l'Ontario** et que notre productivité se situe à environ **12 %** sous celle des États-Unis. On est loin des écarts de 18 % et de 35 % que l'on nous cite continuellement.

Est-ce que Bombardier Aéronautique aurait produit ses jets régionaux à Montréal si les travailleurs québécois étaient 35 % moins productifs qu'aux États-Unis? Est-ce que Air Canada aurait choisi Montréal pour ses services techniques au sol si nos travailleurs étaient 18 % moins productifs que ceux de Toronto?

Je comprends que ces entreprises connaissent certaines difficultés présentement, mais il faut quand même un certain sens des affaires.

En fait, ce qui expliquerait le niveau de vie moindre au Québec, c'est le niveau d'emploi moins élevé et un degré d'intensité du travail qui serait inférieur. Par degré d'intensité du travail, on entend les heures travaillées par personne. Cela ne veut pas dire que les Québécoises et les Québécois travaillent moins fort. Cela veut dire que, à l'instar des Européens, ils ont choisi de se donner plus de temps libre, en vacances et en congés. Encore là, c'est un choix de société que nous avons fait.

Notre vrai défi maintenant, c'est le grand retard que nous avons à rattraper en termes de productivité par rapport **aux Américains**. Et il nous faudra le rattraper ce retard si nous ne voulons pas que notre niveau de vie glisse trop abruptement. Et si nous voulons conserver un tissu industriel fort.

Une de nos réalités, et Pierre Genest, le pdg du Fonds de solidarité FTQ, en parle dans ses interventions, c'est que nos entreprises sont de petite taille. Elles ont de la difficulté à grossir. Et dès qu'elles atteignent la taille d'une moyenne ou d'une grande entreprise, on se les fait racheter par les Américains. Il faut que nous soyons capables de soutenir la croissance de nos PME ici même, au Québec.

En ce sens, la récente modernisation de notre règle du 60 %, qui mesure chaque année la part de l'ensemble de l'actif que le Fonds de la FTQ doit réserver aux investissements, va nous permettre de mieux soutenir nos moyennes entreprises.

L'ancien président de la FTQ, le regretté Louis Laberge, avait l'habitude de dire qu'il y a une limite à augmenter sa pointe de tarte et à gruger sur la part des autres. À un moment donné, il faut faire grossir la tarte. La tarte, ce sont les profits. Et à la FTQ, nous n'avons pas peur des mots : les profits, nous y croyons.

Nous sommes prêts à relever le défi du développement économique et nous l'avons démontré.

## **LE FONDS DE SOLIDARITÉ**

La création du Fonds de solidarité en est un bel exemple et c'est l'une des grandes fiertés de la FTQ. Notre Fonds, qui a vu le jour en juin 1983, aura donc 20 ans d'existence le mois prochain. Il illustre bien la volonté de la FTQ de jouer **un rôle majeur** sur le plan économique. On parle maintenant d'un fonds dont l'actif net est de plus de 4 milliards de dollars, qui a créé ou maintenu quelque 97 000 emplois dans plus de 2 000 entreprises et qui compte au-delà de 537 000 actionnaires.

De son côté, notre Fonds régional de solidarité à Montréal a investi dans une trentaine d'entreprises depuis sa création. Cela représente un portefeuille total de 12,4 millions de dollars. Il a créé plus de 500 emplois dans la ville.

Le Fonds de solidarité a également mis sur pied les SOLIDE pour promouvoir le développement économique local, à la grandeur du Québec. À Montréal seulement, nous avons 9 SOLIDE. Elles ont investi un montant de 26 millions de dollars dans 78 projets. On parle de 570 emplois créés. Ce sont les corporations de développement économique communautaire, les CDEC, qui ont le mandat des SOLIDE sur l'île de Montréal.

## **L'IMPLICATION SOCIOÉCONOMIQUE DE LA FTQ**

Les CDEC sont d'ailleurs un autre bon exemple de l'implication de la FTQ dans le développement économique local et régional. Nous avons des représentants aux conseils d'administration dans chacune des CDEC. Ce réseau existe depuis longtemps, entre autres dans le sud-ouest de Montréal. Les responsables et les membres ont beaucoup travaillé autour de la pensée de l'économie sociale. Et si les choses ont bougé dans ce domaine, c'est grâce à l'implication de la base, dans les arrondissements.

Ce ne sera pas une grande surprise pour vous, mais je pense qu'il est important de le dire à ce moment-ci : la vision du développement économique de la FTQ englobera toujours, et sans exception, le développement social.

Pour nous, le développement économique est indissociable du développement social. Soyons réalistes : une ville ne peut pas prétendre être forte et influente si son tissu social est faible et si une trop grande partie de sa population vit sous le seuil de faible revenu.

En fin de compte, pour ce qui est de notre implication, nous avons un grand principe de base à la FTQ : nous ne croyons tout simplement pas à la « chaise vide ». Alors, chaque fois qu'il y a un endroit, une plate-forme où ça discute de questions sociales ou de questions économiques, qui touchent nos membres ou qui touchent l'ensemble de la population, nous voulons faire partie des discussions.

Et je le répète, pas seulement sur des enjeux qui touchent nos membres, mais sur des enjeux qui touchent **l'ensemble** de nos concitoyens et de nos concitoyennes. Notre vision du développement socioéconomique n'est pas une vision corporatiste. Nous essayons, du mieux que nous le pouvons, de faire avancer les choses en pensant au bien commun.

## **DES RÉALISATIONS INTÉRESSANTES**

Cela dit, il s'est fait beaucoup de choses intéressantes et importantes à Montréal, à commencer par la fusion des municipalités avec laquelle nous étions d'accord et qui sera toujours, à notre sens, dans l'intérêt du bien commun.

Un exemple de réalisation majeure me vient à l'esprit : la réorganisation du secteur ferroviaire à Montréal. Si la FTQ n'avait pas été là, les efforts du milieu local et régional n'auraient malheureusement pas suffi à amener les deux grands, le CN et le CP, à la table de concertation du ferroviaire.

Cet exemple démontre bien que la FTQ, avec le milieu, est capable d'amener les grands intervenants à se parler.

La FTQ n'a pas eu peur non plus de se mouiller pour faire avancer le dossier de l'emploi, même lorsque ce dossier n'était pas très populaire.

Ainsi, nous avons appuyé l'extension des brevets pharmaceutiques au Canada, parce que nous avons confiance qu'ils engendreraient de nombreux emplois de qualité à Montréal, en dépit de l'opposition des syndicats dans le reste du Canada, et en dépit de plusieurs de nos amis du secteur communautaire.

## **UNE MAIN-D'ŒUVRE QUALIFIÉE**

Un autre bel exemple : celui de la main-d'œuvre qualifiée. La FTQ s'est toujours battue pour une formation suffisante sur le terrain et dans les milieux de travail. Nous avons mené des batailles à tous les niveaux sur cette question, de l'alphabétisation jusqu'à la formation sur mesure.

Les syndicats de la FTQ ont été les premiers à trouver une façon d'assurer une main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie aérospatiale à Montréal, en incitant les entreprises à créer le Comité d'adaptation de la main-d'œuvre dans l'aérospatiale au Québec, le CAMAQ. Devant la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, il fallait – vous vous en rappelez peut-être – faire venir des ingénieurs d'Angleterre. Aujourd'hui, Montréal est la capitale de l'aérospatiale au Canada.

Voilà près de 15 ans maintenant que la FTQ a lancé cette formule. Nous la retrouvons maintenant dans plusieurs secteurs d'activité.

Nous avons beaucoup à offrir aux entreprises sur le plan de la main-d'œuvre. D'ailleurs, une main-d'œuvre qualifiée est un des arguments les plus persuasifs que nous pouvons offrir aux entreprises. C'est un facteur de décision **clé** pour qui veut s'installer dans notre ville.

J'ajouterais que la formation adéquate de notre main-d'œuvre est d'autant plus importante dans le contexte actuel du vieillissement de la population, avec le grand nombre de baby-boomers qui vont vouloir prendre leur retraite en même temps d'ici quelques années.

Et si nous voulons continuer à être à l'avant-garde dans la formation de notre main-d'œuvre, nous devons nécessairement tenir compte de l'intégration de nos minorités. Plus de 25 % de la population montréalaise est constituée d'immigrants. Il ne faut pas qu'ils soient exclus du développement économique de Montréal, et encore moins de l'économie du savoir.

Je me permettrai même une petite parenthèse à cet égard, en ajoutant que nous devons faire encore plus de place aux communautés culturelles dans **l'ensemble** du marché du travail, dans le secteur de la construction notamment, où nous en retrouvons très peu.

## **L'ÉCONOMIE DU SAVOIR**

Pour revenir à l'économie du savoir, je ne peux passer sous silence le rôle de premier plan qu'a joué le Fonds de solidarité de la FTQ dans le domaine des technologies et des biotechnologies, particulièrement à Montréal. Nous avons été le premier investisseur à s'intéresser à la nouvelle économie. Nous détenons d'ailleurs toujours le plus gros portefeuille d'investissement québécois dans ce créneau. Des entrepreneurs que nous avons soutenus nous le disent encore aujourd'hui : sans le Fonds, plusieurs d'entre eux vivoteraient. Le Québec compte environ 120 entreprises dans le secteur des biotechnologies. Or, le Fonds a investi dans 45 d'entre elles, soit un peu plus du tiers de l'ensemble des entreprises de ce créneau.

Nous continuerons d'appuyer tout projet montréalais susceptible de développer l'économie du futur, car nous avons une vision à long terme du développement économique de Montréal.

## **L'IMPORTANCE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

Je vais revenir au développement économique de Montréal, mais j'aimerais quand même dire deux mots sur le développement régional : nous ne pouvons **pas** développer Montréal sans développer **aussi** les autres régions du Québec. Si nous voulons faire de Montréal la plus grande métropole, le moteur économique du Québec, nous ne devons pas oublier les régions.

Et pour se développer, les régions doivent combattre l'exode de leur population, surtout des jeunes et des familles. Les pertes et les fermetures d'entreprises devront cesser. Une des façons de soutenir les régions est d'encourager fermement le développement des industries de deuxième et de troisième transformations, entre autres par des programmes fiscaux destinés aux régions.

Pour ceux et celles qui s'en inquiètent : le développement des régions ne nuira pas à Montréal. Si les régions vont mieux, elles draineront moins les impôts des Montréalais. Et plus elles se développeront, plus elles pourront contribuer au développement de Montréal. C'est un cercle « vertueux ».

## **LES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES**

Maintenant, la question : est-ce qu'une ville peut se développer autant et aussi vite qu'elle le souhaiterait si ses infrastructures routières, notamment, sont désuètes et « ne font plus la job »? Rien de moins sûr.

La FTQ est intervenue en faveur de l'amélioration du réseau routier de Montréal. Très concrètement, il est important que le transport qui vient de la Rive-Sud entre quelque part. Il faut finir la rue Notre-Dame. Il faut finir la 30 aussi. Il faut mettre sur pied un réseau de transport en commun adéquat dans l'est de la ville.

Autrement dit, il faut absolument renouveler nos infrastructures si nous voulons développer la mobilité de la main-d'œuvre et également la mobilité des marchandises.

Si nous ne sommes pas capables de répondre aux besoins de ce côté-là, ça ne vaut même pas la peine de penser à une vision d'avenir pour la Ville de Montréal.

## **LE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

C'est bien beau le développement économique, mais il faut que ce développement soit durable. Il doit donc englober la protection de notre environnement. Dans l'est de Montréal, par exemple, la décontamination des terrains industriels s'impose.

Montréal doit se doter d'une politique de développement durable. Nous ne sommes pas les seuls à ne pas encore avoir cette vision. Elle n'existe pas non plus ailleurs au Québec. Mais si nous le voulons, tout pourrait commencer à Montréal. Un beau projet.

Un nouveau contrat de ville vient d'être signé entre Montréal et le gouvernement du Québec. C'est intéressant. Ça donne des outils pour combattre la pauvreté. Ça donne aussi une plus grande autonomie à la ville. Et ça donne des balises pour le développement local. On parle dans ce contrat d'investir de l'argent pour le développement durable. Il n'y a pas encore de politique, mais c'est déjà un pas non négligeable dans cette vision globale de grande ville, plus autonome, capable de se donner des outils essentiels pour sa politique économique et sociale.

## **LE MOUVEMENT SYNDICAL**

Le mouvement syndical, comme vous pouvez le constater, c'est bien davantage que simplement des signatures de conventions collectives!

D'ailleurs, en parlant de conventions collectives, saviez-vous que sur 100 conventions que nous signons, il y en a peut-être deux seulement qui se retrouvent sur la place publique? Ces deux-là font souvent du tapage médiatique mais, malheureusement, on n'entend guère parler des 98 autres conventions qui se négocient très bien. Je le déplore parce que ça ne rend pas justice au beau travail de négociations réalisé par les syndicats de la FTQ.

## **VALEURS ET INNOVATIONS**

Je terminerai en disant que la FTQ est, et sera toujours, une institution qui véhicule de grandes valeurs de solidarité sociale. Et c'est une institution qui a su faire preuve d'innovation et d'ouverture, autant sur le plan social que sur le plan du développement économique.

Soyez assurés que nous sommes prêts à travailler d'arrache-pied pour continuer à développer le Québec. Et nous sommes prêts à travailler d'arrache-pied aussi pour que notre belle ville de Montréal puisse jouer pleinement le rôle de moteur économique qui lui revient.